

fellows

le regard de chercheurs
internationaux sur l'actualité

n° 31

1^{er} décembre 2017

<http://fellows.rfiea.fr>

Réseau français des instituts d'études avancées
Aix-Marseille • Lyon • Nantes • Paris

Mégalopoles, villes-musées, bidonvilles : la ville au XXI^e siècle

Regarder les villes du Sud autrement

L'évolution de la notion de patrimoine urbain

Pushpa Arabindoo

[IEA de Paris, 2017-2018]

Maîtresse de conférences en géographie et en urbanisme à l'University College London (UCL), Pushpa Arabindoo codirige également le *Urban Laboratory* de UCL. Sa formation interdisciplinaire va de l'architecture à la planification urbaine et la géographie en passant par l'urbanisme. Elle a enseigné à l'université Paris Diderot et à l'université d'Amsterdam. Elle travaille actuellement à une monographie sur Chennai, une ethnographie urbaine qui s'intéresse aux vastes défis de la théorisation du Sud.



Arabindoo, 2017 © C. Delory

Bidonvilles : les failles du discours Nord-Sud

Le quotidien français *Le Monde* a récemment publié un article intitulé « Ces 570 bidonvilles que la France ne veut pas voir » attirant l'attention sur le sort de 571 camps illicites en France (113 rien qu'en région parisienne) où 16 000 habitants vivent dans la marginalité et la précarité. En France, les expulsions ne sont pas autorisées pendant les rudes mois d'hiver, de novembre à mars. Cela induit une course à l'élimination des campements de squatters à travers le pays juste avant la période de suspension, et déclenche donc un processus d'exclusion encore plus grave. Le reportage du Monde, très instructif, peut troubler une partie de la population française qui n'a pas conscience de cette réalité. Selon le chercheur en sciences politiques Thomas Aguilera, il joue également sur un récit de l'État français qui assimile la pauvreté à l'appartenance ethnique et aux migrations, comme si la pauvreté ne pouvait pas être le fait de « Français ». Ainsi, même si l'article utilise indifféremment les termes *bidonvilles* et *campements illicites*, la première dénomination a été soigneusement évitée par les autorités françaises qui emploient à la place la terminologie *campements* et *squats* pour tenter de déconnecter le bidonville de sa portée politique.

Le propos n'est pour autant pas de nous intéresser au terme « bidonville », contestable et péjoratif, qui aplatit les subtilités d'une nomenclature riche à travers le monde. Il s'agit plutôt du fait qu'un journal de premier plan considère que ce terrain émergent de la pauvreté en France, qui se révèle être plus qu'une manifestation empirique passagère d'un changement structurel plus large, est assez importante pour mériter une analyse approfondie. **Dans quelle mesure les bidonvilles peuvent-ils être considérés comme une dimension constitutive de l'urbanisation? On ne peut nier que le bidonville, quelle que soit sa forme, soit un phénomène de plus en plus répandu au Nord et au Sud de la planète. Or, les débats académiques sont très nuancés sur ce point.**

Il existe une vulnérabilité chronique liée à la pauvreté urbaine qui dépasse la division Nord/Sud et dont le caractère substantiel impose une déconstruction précise.

Certes, ce qui est vécu comme dépossesion et déplacement dans l'hémisphère Nord doit sans doute plutôt être relié aux nouvelles logiques d'expulsions qui se produisent à la lisière du système, comme l'a montré la grande sociologue américaine Saskia Sassen. De plus, le phénomène est loin de l'ampleur de ce qui se passe dans les villes de l'hémisphère Sud. Il existe toutefois une vulnérabilité chronique liée à la pauvreté urbaine qui dépasse cette division Nord/Sud

et dont le caractère substantiel impose une déconstruction précise. Alex Vasudevan, spécialiste de géographie humaine à Oxford, souligne ainsi l'émergence d'une géographie mondiale du squat. Celle-ci se révèle hétérogène et exige une grille de lecture appropriée, respectueuse des constructions politico-théoriques du Nord et du Sud.

Pour comprendre à nouveaux frais ce phénomène mondial de précarité urbaine, il est nécessaire d'adopter une approche relationnelle plutôt qu'absolue ; les situations et les typologies urbaines du Sud permettant d'alimenter la compréhension de celles du Nord. Pour la chercheuse en études urbaines Jane Jacobs, **le type de coproduction de connaissances attendu doit oser placer côte à côte des géographies urbaines radicalement différentes et même incompatibles, vivant non pas en relation les unes avec les autres mais dans des univers parallèles.** Ainsi, bien que l'étude de la généalogie des campements illicites dans les villes européennes puisse être un projet utile, une option plus radicale serait de les confronter au phénomène de squat dans des villes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, d'établir des connexions à travers ces mondes discursifs prétendument séparés, et de fournir une mesure de la pauvreté et de l'inégalité à l'échelle mondiale.

En provoquant cette rupture, nous avons l'opportunité d'éviter de produire une nouvelle étude prosaïque des bidonvilles et de refondre certains préjugés attachés à l'épistémè des bidonvilles, notamment l'omission du fait que si un nombre considérable de citoyens pauvres vivent dans

des bidonvilles, tous les habitants des bidonvilles ne sont pas pauvres et, plus important encore, qu'une proportion significative des citoyens pauvres ne vivent pas dans les bidonvilles.

En dépit du virage postcolonial des études urbaines, une dichotomie développementaliste persiste, opposant péjorativement les *megacities* (mégapoles) du monde du Sud associé au sous-développement à la normativité superlative de la *global city* (ville moderne et cosmopolite) du Nord. Plus récemment, l'émergence d'un discours provincialisé mettant l'accent sur le caractère multi-site de l'urbanisme mondial rend les *megacities* et les *global cities* étrangement familières les unes aux autres. Nous pouvons affirmer sans difficulté que Mumbai est une *global city* du Sud et pas seulement une ville du *global South*, l'incluant dans un répertoire de villes telles qu'Istanbul, Mexico, Sao Paulo et autres cités qui s'immiscent dans la liste conventionnelle des villes euro-américaines. Cette ouverture offre une meilleure compréhension du champ des possibles et invite à relever de nouveaux défis, en parallèle du programme d'urbanisme mondial dominant élaboré par les décideurs politiques internationaux. Ces deux façons d'aborder le problème urbain doivent encore se rencontrer et risquent pour l'instant d'entrer en contradiction.

En octobre 2016, ONU-HABITAT a lancé son ambitieux *Nouvel Agenda Urbain* lors de la conférence Habitat III, dans un contexte post-développement très prometteur où, comme l'a évoqué Susan Parnell, professeur de géographie urbaine à l'université du Cap (Afrique du Sud), il existe une réelle possibilité de dépasser les importantes différences épistémologiques entre études urbaines et de développement qui ont jusqu'à présent eu pour conséquence un traitement restreint des bidonvilles et de la pauvreté.

En cherchant à réconcilier ces deux épistémologies, les questions urbaines pourraient émerger par et pour elles-mêmes au lieu d'être conçues comme des objectifs de développement limités par des frontières sectorielles. Les premières réactions à cette charte ont été prudentes : pour que cet effort se traduise par un résultat significatif, en particulier repenser d'importants défis urbains tels que les bidonvilles et les *megacities*, il faut qu'il y ait une forte résonance entre l'urbanisme mondial porté par les études urbaines et l'agenda urbain mondial conçu au niveau politique (par l'ONU, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales), et cela sans compromettre — ce qui est une gageure — l'utile hétérodoxie de ces arguments émergents.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Pushpa Arabindoo, ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Gábor Sonkoly

[IEA de Paris, 2012-2013]

Between preservation and development: the problems of contemporary urban heritage

The globalization of the notion of urban heritage

The conflict between the preservation of urban heritage and the accelerating urban development is a global challenge with a great number of regional varieties. It has been present in Europe for centuries, where the long history of heritage/monument protection confronted not only the effects of modernization and urbanization, but also those of devastating wars. It is very much in the centre of interest in the Americas in the last decades, where re-urbanizing tendencies, which can be summarized as “return to the center” resulted in the urban rehabilitation of several cities and towns. In Asia, where the significance of the built heritage is different to that of in Europe and where the acceleration and the volume of the urban growth is unprecedented, this conflict seemed to be of minor importance until the last few years. Nowadays, however, Asian urban heritage gains ground. Through the globalization of urban heritage, this originally European concept gets more and more distanced from its sources and its related notions such as renovation, reconstruction and monument protection are revised.

Gábor Sonkoly

Historien spécialiste des questions de patrimoine urbain, Gábor Sonkoly est directeur du Département d'histoire et de sciences sociales européennes de l'Université Eötvös Loránd de Budapest et coordinateur scientifique d'un Master européen *Erasmus Mundus*. Il a été boursier de plusieurs fondations et institutions internationales. Il est chevalier de l'ordre des Palmes académiques et a reçu les prix Palládium et Antal Cziráky. Conférencier dans une centaine de colloques internationaux, il a publié une dizaine de livres dont *Historical Urban landscape* chez Palgrave-Macmillan en 2017.



The dilemma of contemporary urban heritage

The difficulties of conceptualization of current urban heritage stem from the fact that contemporary heritage integrates the previous regimes of cultural heritage. In consequence, it is bequeathed with a series of inconsistencies, which are conceptually contradictory, but coexist in current practices. Though these contradictions are interrelated and complex, three of them can be identified to give a first draft for a conceptualization of contemporary urban heritage:

Current urban heritage is presented as a unity of **cultural and natural heritage**. These categories were distinct in the first cultural heritage and officially united in the second one by the establishment of the World Heritage convention and list. The built and the natural settings of the city demands new terminology of preservation, since the ‘monument’ (i.e. individual building), the ‘site’ (i.e. the historical area), the zoning (i.e. determining and differentiating areas according to their historic/al/ significance), the town- or cityscape (i.e. the three-dimensional preservation of the built city) are not sufficient to integrate the natural setting. The notion of ‘urban landscape’ is the recent attempt to link the built and the natural and to put the city to an ecological scale. For example, the former gold-rush city of Ballarat in Australia is a proud Historic Urban Landscape pilot by planning its future on the basis of a holistic approach regarding its tangible and natural heritage in unity. This recent evolution can be made easily intelligible for Social Sciences and Humanities due to current post-humanist approaches and to the viewpoints expressed in the material and spatial turns.

The fusion of cultural and natural Heritages would entail the theoretical clarification of the two principles of World Heritage: **Authenticity and Integrity**. Authenticity’s original relevance is undermined by the arrival of intangible cultural heritage and Integrity is becoming a major reference without being endowed with the appropriate conceptualization as in the case of the notion of visual integrity. Which is widely used in the evaluation of urban heritage, but never truly defined. From the viewpoint of urban heritage

conservation and urban planning, the re-formulation of the two notions raises questions about the feasibility of the management and development of concerned urban territories solely on the basis of tangible heritage and that of the built environment, however sophisticated and comprehensive its definition might be. Though the post-war reconstruction of the historic centre Warsaw was totally unauthentic from the point of view of monument protection, it was recognised as a World Heritage site because of its unique historical situation. More recently, the partially destroyed earthen architecture of the Timbuktu World Heritage site was also reconstructed identically.

Once the Syrian war is over, Aleppo and other demolished sites will be most probably reconstructed in a non-authentic way too. Historical significance tends to overwrite the traditions of urban monument protection even in international standard-giving institutions, when the monuments are inhabited. The theoretical dilemmas of current heritage are reflected also in the notions of **tangible and intangible cultural heritage**, which are the result of the splitting of the original concept of cultural heritage. The conceptual novelty represented by the intangible heritage is one of the most significant markers of the third regime. Urban planning is confronted with participatory principles and practice in expanding urban heritage territories, in

which the growing awareness of urban heritage might hinder corporate investments. Intangible urban heritage could be regarded as an opportunity of the popular appropriation of the heritage discourse as a new means to express local identity. Thus, the one-time administrative language of heritage conservation is used by a larger group of social actors.

Conceptual endeavours

The globalization of urban heritage preservation is proved by the fact that beyond the UNESCO-initiated universal concepts of *Historic Urban Landscape* and *Visual Integrity*, several local endeavours – such as *Community-led Urban Strategies in Historic Cities* and *Integrated Urban Cultural Heritage Management* (European Union), *Comprehensive Urban Development* (Havana), *Living Urban Heritage* (Hoi An, Vietnam), *Sustainable City* (Delhi) can be identified to conceptualize current urban heritage in order to bridge the preservation and development and the offer a holistic definition to the urban phenomenon. Though these concepts offer different solutions to the dilemma of contemporary urban heritage, they share the same approach characterized by the arrangement of formerly detached elements of urban heritage into a spatial and temporal continuity. In this continuity, historical distance and Authenticity can be easily replaced by newly constructed significance.

4 instituts d'études avancées

en réseau
IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Collegium de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris



Contactez-nous!

Fondation RFIEA
Julien Ténédos
Aurélien Louchart
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57

Direction éditoriale

Olivier Bouin
Philippe Rousselot

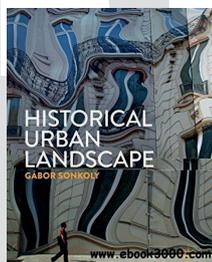


rfiea.fr

54 bd Raspail
75006 Paris

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Gábor Sonkoly, ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr



PUBLICATION

Gábor Sonkoly utilise le paysage urbain historique – la notion la plus récente codifiée de conservation du patrimoine urbain international – pour démontrer pourquoi

il est nécessaire de distinguer l'histoire du patrimoine culturel et quelles conséquences la popularité croissante de ce dernier a sur l'histoire. Résident de l'**IEA de Paris** de 2012 à 2013, il montre également comment l'histoire du patrimoine culturel peut être construite comme un problème historique.

Gábor Sonkoly,
Historical Urban Landscape,
Palgrave Macmillan, 2017

CONFÉRENCE

Dans le cadre des *Rendez-Vous de demain* – une série de grandes rencontres publiques à l'initiative de l'**IMéRA** (Institut méditerranéen de recherches avancées, IEA d'Aix-Marseille), de la fondation **AMIDEX** d'Aix-Marseille Université et du théâtre du Gymnase –, **Carla Makhlof**, anthropologue et épidémiologue, résidente **IMéRA** 2017-2018 et **Dominique Maraninchi**, professeur de médecine et cancérologue, président de l'**IMéRA**, interviendront lors d'une soirée dédiée à l'avenir de la santé.

Mardi 12 décembre 2017
à 19 heures
Théâtre du Gymnase
4 Rue du Théâtre Français
13001 Marseille
Entrée libre



NOMINATION

Didier Viviers, président du Conseil d'administration de la fondation **RFIEA**, a été élu Secrétaire perpétuel de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des

Beaux-arts de Belgique. Historien, spécialisé en histoire de l'art et en archéologie, Didier Viviers a présidé le Fonds national de la recherche scientifique en Belgique et l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES). Il a été recteur de l'Université libre de Bruxelles de 2010 à 2016.

Fondation **RFIEA**
54 bd Raspail, 75006
<http://www.rfiea.fr>